

FLAMBEAU des démocrates

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS, D'INVESTIGATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITE

N° 0339 du Jeudi 07 novembre 2013  PRIX : 250 F CFA

Journalistes Engagés (JE)
condamne avec la dernière
rigueur, les assassinats
des journalistes Ghislaine
Dupont et Claude Verlon ^{P.6}

Sécurité alimentaire José Graziano da Silva :

José Graziano da Silva, DG FAO et Faure Gnassingbé

P.6



«Le Togo a beaucoup amélioré sa performance par rapport à 2012»



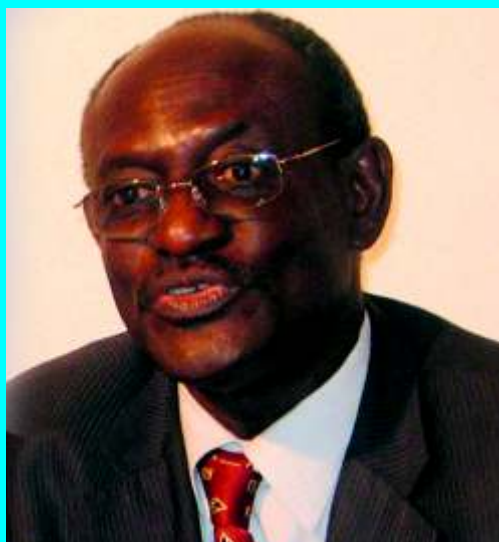
Les élèves en débrayage après la fermeture des établissements

Fermeture des établissements
scolaires publics et privés :

**Les signes précurseurs
d'une année académique
mouvementée** ^{P.3}

Ajavon Zeus, un traître au sein de l'opposition

**Comme en 1994,
il entre en scène
pour de basses
manœuvres** ^{P.5}



Me Zeus Ajavon, Coordonnateur du CST

Football

Relance des activités
dans les Districts de Lomé
Djifa-Kpota vibre
au rythme de la
Coupe "Togbui
Kpalikpatcho" ^{P.7}



Togbui Azanléko Assou Kpalikpatcho III
donnant le coup d'envoi

Mise en œuvre des Réformes dans les différents ministères et Institutions de l'Etat

Un pas considérable mais encore du chemin

La 7^{ème} revue de mise en œuvre des réformes élaborées dans les différents départements ministériels et institutions d'Etat a été effectuée le 24 octobre dernier à travers un atelier de travail qui a réuni les différentes autorités des différents départements ministériels.

Le gouvernement togolais a engagé plusieurs réformes dans les différents ministères et institutions d'Etat. C'est en cela qu'il est instauré à chaque semestre une revue afin de communiquer sur ces réformes pour un pilotage renforcé et coordonné. En mettant ainsi la gestion publique au centre de la croissance accélérée de la promotion d'Emploi et de la réduction de la pauvreté, et aussi de la maîtrise d'ouvrage déléguée des finances publiques, l'Etat a sans nul doute fait un pas considérable. A cet effet, la restitution des réunions



Le ministre Adjii Oteth Ayassor

techniques ayant permis au comité de suivi des réformes de discuter en profondeur des réalisations et des difficultés. Compte tenu des grands efforts effectués à ce jour, le Togo peut s'estimer heureux d'avoir bénéficié d'une

annulation importante de la dette extérieure après la réalisation du point d'achèvement. Le taux d'endettement aujourd'hui est d'environ 45% contre une norme UEMOA de 70%. Après avoir assaini les finances publiques, le gouvernement a réussi à maintenir un cadre macroéconomique avec une inflation des recettes estimée à 2,6% en 2013 contre 3,6% en 2011. L'indice de perception de la corruption s'est aussi amélioré. Du 143^e rang en 2011, le Togo passe au 128^e rang en

2012. Pour le climat des affaires, le Togo est classé au DoingBusiness, 156^e place pour le compte de l'année 2013 contre, 164^e place en 2012.

Malgré ces importantes réformes entreprises depuis 2006, sur l'assainissement des finances publiques, la mise en place des organismes de contrôle comme la Cour de Compte, l'inspection générale des Impôts, les réformes des marchés publics, l'élaboration du foncier, la restructuration des entreprises publiques, beaucoup d'efforts sont encore à faire. Sur les 246 réformes identifiées au niveau des finances publiques, comme le démontre la 7^{ème} revue, seules 99 ont pu être réalisées. C'est le même constat au niveau des ministères où sur 306 réformes identifiées, seulement 99 ont vu leur réalisation alors que l'Etat a alloué 800 millions pour accompagner ces ministères. Les grands travaux restent à faire au niveau des ministères de l'Environnement, des Travaux publics, de l'Urbanisme, des Postes et Télécommunication, de la Communication et de l'Education.

Le Togo a encore du chemin à faire

L'atteinte des taux de croissance durable, et à deux chiffres passe forcément par l'élaboration des textes relatifs aux nouvelles directives de l'UEMOA. Les deux projets de lois qui attendent d'être adoptés par l'Assemblée Nationale, devront permettre d'accélérer le dynamisme de réforme. Tout comme l'opérationnalisation de l'Office togolais des Recettes, le nouveau programme économique et financier en cours de négociation avec le FMI est un élément capital pour la mobilisation des appuis des partenaires techniques et financiers afin de maintenir la discipline budgétaire, gage d'un cadre macroéconomique stable.

Pour placer définitivement le Togo sur le sentier vertueux du développement, il urge que ces différentes réformes qui entrent dans la vision du Chef de l'Etat soient délicatement conduites pour la création de la richesse et sa redistribution.

Isaac TONYI

Promotion de l'Entreprenariat Le Crédit Jeune Entrepreneur lancé

Le CJE, Crédit Jeune Entrepreneur visant à accompagner les jeunes primo entrepreneurs dans la réalisation de leur micro-projet a été officiellement lancé le 25 octobre dernier par le ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes

aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ) a procédé à la remise symbolique de chèques aux institutions de Microfinance partenaire en vue de l'octroi des crédits à des taux préférentiels. Cette cérémonie de lancement a été couplée par la remise de chèques de subvention à 25 jeunes



La ministre Victoire Tomégah-Dogbé

Victoire Tomégah-Dogbé.

En tout, 53 jeunes venus des 5 régions du Togo ont été les premiers bénéficiaires du Crédit Jeune Entrepreneur qui leur apporte une solution face aux limites des financements classiques qui exigent de garanties réelles et un apport en fonds propre élevé. Pour véritablement assurer ce crédit aux jeunes primo-entrepreneurs, le Fond d'Appui

bénéficiaires du Fond d'Insertion des Jeunes FIJ de la Conférence des Ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (CONFEJES), promotion 2011, 2012, 2013. Une enveloppe de 11 341 750 frs cfa a été ainsi déboursé pour permettre aux jeunes de la promotion 2013 de démarrer leurs activités.

17

Volontariat National L'avenir du programme en jeu

Deux ans après la mise sur pied du Provonat, les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de cet alléchant programme se projettent dans l'avenir.

A travers une rencontre d'échange tenue les 28 et 29 octobre derniers à Lomé, le processus de la pérennisation du programme a été mis en marche. Cette rencontre, la seconde du genre après celle tenue à Kpalimé les 12 et 13 juillet 2012, a rassemblé les représentants des différents départements ministériels, les représentants des agences du Système des Nations Unies au Togo, les partenaires techniques et financiers. Les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme ont durant deux jours fait le bilan de réalisation des CRV et ont étudié les recommandations formulées en 2012. Ainsi, après la mise sur pied du cadre juridique en février et en mars 2011, le Provonat aborde un autre tournant pour sa pérennisation, notamment la mise en place d'un



Une volontaire prêtant serment

mécanisme de facilitation d'insertion professionnelle des volontaires en fin de mission et le mécanisme de cofinancement dont la grille élaborée devra être opérationnelle en 2014 et verra les structures d'accueil participer au financement du programme. Outre ces dispositions, les réflexions ont été muries pour éten-

dre le programme de volontariat national à une autre catégorie de jeunes. Ce nouveau volet baptisé promotion du volontariat national des jeunes déscolarisés et semi-scolarisés cible les jeunes de 15 à 35 ans qui seront mobilisés pour des travaux d'intérêt national ou communautaire.

Cette deuxième rencontre des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme intervient quelques jours après la prestation de

serment de la 6^{ème} vague de Volontaires Nationaux, portant le nombre de Volontaires déployés depuis le lancement du programme à 3530. Pour cette année, l'Etat a injecté 3 milliards de frs cfa et le PNUD 212 850 dollars.

17

Editorial

Le journaliste n'est pas un ennemi

A tous ceux s'en prenant aux professionnels de la communication, nous voulons leur dire que le journaliste n'est pas un ennemi. Il faut être cruel, méchant et n'avoir aucun respect pour la vie humaine pour assassiner ces hommes et femmes qui se tuent déjà tous les jours pour informer le monde entier de ce qui se passe. Ghislaine Dupont et Claude Verlon, ces fêrues de la terre africaine, nous manque déjà.

Comment ne pas être consterné, triste et révolté contre ce même crime contre le monde de la presse. Rien qu'à voir l'émotion que l'assassinat âcre de ces deux confrères par ces « fous de terroristes » a provoqué dans le monde, on peut dire sans se tromper que le service qu'ils ont rendu à l'humanité est grand. D'ailleurs, les auditeurs de la radio mondiale (RFI) n'ont manqué à faire exploser la boîte mail de cette station de messages de condoléance remplis d'émotion. Et dire que cet assassinat intervient quelques jours seulement après la libération de quatre otages français par ces mêmes groupes de terroristes. La France, partant de la le monde entier n'a pas fini de célébrer cette bonne nouvelle que le pire est arrivé. Qui sont ces individus sans foi ni loi qui disent combattre au nom d'« Allah ». Sacrilège !

Depuis quand Dieu a commencé par tuer ses propres créatures au nom d'une idéologie sans tête ni queue ? On pouvait imaginer Ghislaine Dupont et Claude Verlon sortir de chez ce chef du MNLA après cette interview. Ils seraient peut-être heureux d'avoir accompli une mission que personne n'osait entreprendre. Leur seul souci en ce moment, c'est d'arriver dans leur résidence, préparer l'élément et l'envoyer à leur radio (RFI). Ils seraient fiers, parce que ce n'est pas facile de réussir à convaincre ce chef pour cette interview. Mais ils n'ont pas encore fini de savourer leur prouesse que ces « salauds » ont décidé de leur couper le chemin, de mettre fin à leur carrière, pire, à leur vie. Ils les ont lâchement assassinés, ces journalistes qui n'avaient que leur micro et enregistreur dans la main. À quoi servent ces matériels devant des kalachnikov ou des AK47 ?

Pitié ! Les journalistes ne sont ennemis de personne. Il faut que les terroristes et même ces dictateurs qui prennent leur pays en otage le comprennent. La preuve, pour porter leurs revendications à la connaissance de leur interlocuteur, les terroristes passent par les journalistes pour se faire entendre. Qui jurerait que ce n'est pas par les médias qu'il a appris la prise d'otage, suivie d'une demande de rançon dans tel ou tel pays ? Chaque jour, ces professionnels de la communication œuvrent inlassablement pour informer le monde entier. Tout le monde, surtout les Africains connaissent l'amour de Ghislaine Dupont et Claude Verlon pour ce métier.

Ces malheureux terroristes n'ont rendu service à leur organisation en tuant ces deux valeureux journalistes. Ils les ont plutôt rendus célèbres à travers le monde. Ghislaine Dupont et Claude Verlon resteront toujours des icônes et martyrs dans le monde de la presse. Flambeau des Démocrates leur rend un hommage mérité.

Isidore

Passage du Chef de l'Etat à la tête de l'UEMOA Sous le signe de l'innovation

22 janvier 2011, Faure Gnassingbé se voyait porter à la tête de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) au sommet de Bamako par ses pairs. Deux mandats et un nouveau dynamisme insufflé à l'Union.

Retour sur la particularité de cette présidence dont les mérites ont valu une seconde reconduction.

Cinq mois seulement après son accession à la présidence de cette organisation sous-régionale, le Chef de l'Etat togolais convie ses pairs pour statuer sur les questions relatives à l'Union, après les rapports du conseil des ministres de l'UEMOA. A l'issue de cette rencontre et compte tenu des urgences propres aux différents pays de l'espace, Faure Gnassingbé décide d'ouvrir trois grands chantiers.

Les grandes innovations

L'une des grandes innovations marquantes des deux dernières années, selon un document de synthèse élaboré par les services de la commission de l'UEMOA, est sans nul doute la mise en place de comité de haut niveau placés sous la direction de chefs d'Etat dont le rôle est de conduire certains grands chantiers. C'est ainsi que le chantier sur la Paix et la Sécurité au sein de l'Union a été ouvert. Ce chantier, un palliatif contre la recrudescence des actes terroristes fait désormais l'objet d'un acte additionnel qui a été adopté par les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union lors de la 17^{ème} session ordinaire tenue le 24 octobre dernier à Dakar. Pour



Faure Gnassingbé

pallier au déficit de productions alimentaires enregistrés dans plusieurs Etats de l'Union, le Chef de l'Etat met en place en décembre 2011 un comité de haut niveau piloté par le président Nigérien afin d'atténuer l'insécurité alimentaire. Le rapport de ce comité axé sur les perspectives d'une agriculture durable au sein de l'Union a été adopté par la conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement à la session de juin 2012. Le troisième grand chantier qui retient l'attention est celui des mécanismes de financement de l'Union. Le haut comité mis en place à cet effet, présidé par le président ivoirien a préconisé des mesures pour relever le taux de l'épargne et sa

canalisation vers l'investissement ainsi que l'accroissement des crédits bancaires et la réduction des taux d'intérêt au sein de l'Union.

Au cours de son mandat, Faure Gnassingbé a aussi fait du problème énergétique, son cheval de bataille. C'est ainsi que le chantier sur l'Initiative Régionale pour l'Energie Durable (IRED) a été lancé pour résorber le déficit énergétique dont souffrent les pays de l'Union. Il a par ailleurs entrepris une innovation assez importante qui donne tout autre visage à l'UEMOA, c'est l'abrogation de réserve des chefs et membres d'institutions et d'organes communautaires. La possibilité pour les responsables des institutions communautaires d'occuper des fonctions publiques et d'exercer des activités de même nature est désormais exclue, tout comme le système de rotation à la direction des institutions de l'Union imposé.

Il faut noter également que c'est sous la présidence togolaise qu'un panel de haut niveau a été établi sur la vision 2020 de l'UEMOA.

Il ne fait l'ombre d'aucun doute que les deux mandats de Faure Gnassingbé n'ont été du tout au repos, l'engagement pour insuffler un dynamisme à l'Union fut un pari osé et réussi. Faure a réussi à mettre en branle la machine de l'intégration, reste à faire du principe de la libre circulation des personnes et des biens une réalité.

Isaac TONYI

Fermeture des établissements scolaires publics et privés :

Les signes précurseurs d'une année académique mouvementée

Nous l'évoquons dans l'une de nos précédentes parutions. L'année scolaire 2013-2014 est mal partie. Loin d'être des oiseaux de mauvaise augure, nous mentionnions des soubresauts risquant de perturber le déroulement normal des cours. Et ceci, compte tenu de deux reports qui ont connu la rentrée avant son effectivité et de l'accouchement difficile de l'accord intervenu entre le gouvernement et les syndicats des enseignants à la veille du 16 octobre 2013, jour de la rentrée des classes. Aujourd'hui, les faits semblent nous donner raison.

En effet, très tard dans la soirée de lundi 4 novembre dernier, le gouvernement a décidé la fermeture des établissements scolaires publics et privés sur toute l'étendue du territoire national. Cette décision fait suite à la grève de 72 heures lancée par l'Union des Syndicats de l'Education au Togo (USET), surtout par le succès qu'a connu le premier jour de cette grève. A en croire les syndicats des enseignants, la grève sera reconduite « si aucun accord définitif et conséquent n'est signé ». Visiblement, cette détermination des enseignants fait craindre au gouvernement les événements malheureux qu'on a connus à Lomé et dans plusieurs villes du pays, où les élèves sont descendus dans les rues pour réclamer les cours. Ces manifestations ont coûté la vie à deux jeunes élèves à Dapaong, où ils ont été tués, l'un par une balle tirée par un agent des forces de l'ordre et l'autre par des coups et matraques des éléments de ces forces. Trois semaines seulement après la rentrée des classes, les signes de ce piteux scénario commencent à pointer à l'horizon.

Déjà, les élèves ont perdu quelques jours à la maison à cause de ces vacances qui ont trop duré. C'était avec soulagement, du côté des parents d'élèves et des élèves eux-mêmes, que tout le monde a accueilli enfin la rentrée. Mais les cours proprement dits peinent à démarrer, tellement les grèves répétitives des enseignants bousculent le programme. Entre le gouvernement et l'USET, le courant ne passe pas. Les 72 heures de grève, les 4, 5 et 6 novembre,



Les élèves en débrayage après la fermeture des établissements

selon le ministre des Enseignements primaire et secondaire, ne devraient plus avoir lieu du moment où les discussions sont en cours avec les syndicats. Dans les négociations, le gouvernement propose une

prime unique aux enseignants. Elle est de 10 000 FCFA pour la catégorie A et 8 000 FCFA pour la catégorie B, C et D. Mais les syndicats rejettent cette

Suite à la page 4

Faure Gnassingbé attendu aux Champs Elysées le 13 novembre prochain

On pourra dire sans se tromper que la diplomatie togolaise se porte de mieux en mieux sur le plan international. Ceux qui se moquent de Lomé de ne pas être la bienvenue à Paris vont devoir se raviser. Selon une dépêche publiée par nos confrères de Jeune Afrique, le Président de la République togolaise est attendu par son homologue français François Hollande le 13 novembre prochain à l'Elysées.

Faure Gnassingbé va donc passer trois jours dans la capitale française où il rencontrera François Hollande, son Premier ministre Jean-Marc Ayrault et le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius. Cette visite rentre dans le cadre du renforcement de la coopération entre la France et le Togo.

Avec cette rencontre entre Faure Gnassingbé et les plus hautes autorités françaises, la politique togolaise serait vue autrement dans le monde. Il y en a qui vont mordre sûrement le doigt, surtout ceux qui prétendent que François Hollande ne peut jamais recevoir le numéro 1 togolais.

A suivre.

SNPT :

Les établissements de sous-traitance et la direction à couteaux tirés

Les primes de panier de nuit, la prime de poste et les repas pour les heures supplémentaires, la date du paiement accompagnée d'un bulletin de paye, la déclaration des agents à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), une mutuelle de santé au personnel ; voilà ce qui constitue la plateforme revendicative du personnel des établissements de sous-traitance vis-à-vis de la direction de la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT).

Le personnel sous-traitant, environ 300 personnes, est entré en grève depuis lundi 4 novembre dernier. En plus de la liste des doléances précitées, ces personnes réclament un contrat sur le taux horaire conforme à l'actuelle grille salariale de la SNPT. Toutes ces doléances étaient envoyées à la Direction depuis quelque temps. Mais elle se limite seulement aux promesses et, depuis trois ans, la situation n'a pas évolué. Les établissements de sous-traitance ont donc décidé de passer à la vitesse supérieure pour amener la Direction générale de la SNPT à s'exécuter. Cette grève, à en croire des sources proches du personnel sous-traitant, risque de paralyser les

activités sur les chantiers des découvertes et extractions de Kpogamé et de Dagbati qui sont les principales mines de phosphate au Togo.

Déjà, le personnel en général de la Société Nouvelle des Phosphates du Togo menacé d'entrer en grève pour réclamer de meilleures conditions de vie et de travail. Les populations de Dagbati et d'autres localités où sont extraits les phosphates observent souvent des mouvements de débrayage sur les sites pour protester contre la destruction et l'utilisation abusive de leur terre par la SNPT. Elles sont plusieurs entrées en négociation avec les responsables de la SNPT. Mais elles ne sont toujours pas totalement satisfaites.

Pour le personnel des établissements de sous-traitance crie son ras-le-bol. On se demande pourquoi cette société qualifiée de poumon de l'économie du pays, n'arrive pas à satisfaire ses employés. La preuve de la mauvaise gestion des ressources de l'Etat.

Isidore

Fermeture des établissements scolaires publics et privés :

Les signes précurseurs d'une année académique mouvementée

Suite de la page 3

proposition et réclament toujours les primes de logement, d'éloignement, de travaux de nuit, de surcharge des classes, bref toutes les revendications contenues dans leur plateforme.

Pour Florent Maganawé, le gouvernement n'est pas en mesure de répondre aux attentes des enseignants estimées à environ 28 milliards de FCFA. C'est seulement 3 milliards de FCFA que le gouvernement peut assumer. « Lors même que nous négocions, il n'est plus nécessaire d'aller en grève. Le gouvernement fait la mesure de son possible. Je ne comprends pas les enseignants. Nous leur disons d'accepter cette prime unique qui est 120 000 FCFA par an pour chaque enseignant. Nous prenons l'engagement de tout faire pour améliorer les conditions de vie et de travail des enseignants », a déclaré Florent Maganawé lundi dernier sur le plateau de la Télévision nationale. Toutefois, beaucoup se demandent aujourd'hui si la fermeture des établissements scolaire est la meilleure solution.

Cette interrogation est légitime dans la mesure où les différences entre gouvernement et syndicats sont aplanies avant la réouverture des établissements scolaires. Sinon, vue la détermination dont font preuve les

enseignants, on craint que le problème ressurgisse au lendemain de cette réouverture. En tout cas, les élèves sont prêts à se faire entendre si les autorités togolaises et les syndicats ne trouvent par un terrain d'entente pour le moment.

Ces signes précurseurs d'une année scolaire mouvementée risquent de compromettre sérieusement le programme de cette année. Déjà, les élèves sont angoissés quand ils entendent à chaque fois leurs enseignants répéter au gouvernement que les cours qui devraient être dispensés dans ces périodes de grève seront considérés comme faits. D'ailleurs, c'est là-même où se retrouve l'inquiétude du gouvernement : quant à la colère que s'approprieraient à manifester ces élèves dans les rues. Mais toujours est-il que le problème n'est pas encore résolu, surtout que les syndicats des enseignants restent intransigeants sur leur position et le gouvernement, également, dit ne pas pouvoir faire plus. Pour l'heure, les élèves sont contraints de rester à la maison. Pour combien de temps encore ? Personne ne sait. Mais on ose croire le ministre des Enseignements primaire et secondaire pour qui les discussions se poursuivent.

A suivre donc.

Isidore

Grève des enseignants : Les explications de Florent Maganawé

Les efforts du gouvernement, la position des syndicats des enseignants, les propositions du gouvernement et les risques inhérents aux mouvements des syndicats, ce sont les points sur lesquels le ministre des Enseignements primaire et secondaire a entretenu les professionnels des médias le mardi 5 novembre dernier dans son cabinet. Cette rencontre intervient vingt quatre (24) heures après la fermeture des établissements scolaires publics et privés par le gouvernement, suite à la grève de 72 heures lancée par l'Union des Syndicats de l'Education au Togo (USET).

Florent Maganawé s'indigne du fait qu'au moment où les discussions se poursuivent dans le Cadre Permanent de Concertation (CPC), les enseignants lancent une nouvelle grève. Et pourtant selon le ministre, les efforts du gouvernement pour améliorer les conditions de vie et de travail des enseignants sont nombreux. Au titre des réalisations, il note l'octroi d'une prime de rentrée et de bibliothèque à chaque enseignant du primaire, du primaire, du secondaire général et du secondaire technique publics pour un montant annuel de 120 000 FCFA au titre de l'année scolaire 2011-2012, avec une augmentation annuelle de 10 000 FCFA, pour atteindre le plafond de 150 000 FCFA en 2015, le recrutement en cours de 5 000 enseignants volontaires du primaire et l'octroi à tous les fonctionnaires, y compris les enseignants, d'une indemnité forfaitaire de 30 000 FCFA pour les agents de la catégorie A et 20 000 FCFA pour les autres catégories. « En plus de ces acquis, il convient de signaler qu'à diplôme égal, il existe une différence de traitement équivalente à 200 points



M. Florent Badjom Maganawé, Ministre des Enseignements primaire et secondaire

indiciaires entre les enseignants et les personnels administratifs », a indiqué Florent Maganawé. Et il s'explique : « Par exemple, un enseignant titulaire d'une maîtrise est classé en catégorie A1 (indice 1300) alors que le cadre administratif avec le même diplôme est classé en catégorie A2 (indice 1100), ce qui correspond à une différence de 200 points équivalente à plus de 20 790 FCFA ». En plus, le gouvernement a encadré depuis août 2013, des discussions en vue de l'élaboration du statut particulier des enseignants.

Cependant, le ministre s'étonne de la position des syndicats qui maintiennent la grève. Ces derniers brandissent toujours leur plateforme revendicative contenant les huit (08) points relatifs aux primes. « Fidèle à sa politique de dialogue, le gouvernement a immédiatement ouvert des discussions avec les responsables syndicaux le 1^{er} octobre 2013. Plusieurs rencontres infructueuses se sont succédées, notamment les 07, 10, 14, 15, 22, 30 et

31 octobre 2013. La dernière en date est celle d'hier (mardi 4 novembre 2013). Les raisons de ces échecs se trouvent dans la volonté des syndicats de maintenir leur mot d'ordre de grève lancé depuis la rentrée scolaire, de réfuter les arguments du gouvernement sur l'impossibilité d'aller au-delà de son offre, par rapport au budget 2014 », a souligné Florent Maganawé. Selon ce dernier, le coût total des deux primes revendiquées par les syndicats s'élève à plus de 26 milliards de FCFA.

Face à la radicalisation de la position des syndicats, le gouvernement, par l'entremise du ministre des Enseignements primaire et secondaire a fait des propositions aux enseignants. A en croire Florent Maganawé, le gouvernement n'est en mesure de mettre à la disposition des enseignants qu'une enveloppe de 3 milliards de FCFA. Mais les syndicats sont restés intransigeants.

Cette situation risque de poser un grave précédent en matière de sécurité des élèves. C'est pourquoi les établissements scolaires sont pour le moment fermés. Mais, « le gouvernement tient à rassurer l'ensemble de la communauté éducative que des mesures appropriées seront prises pour une réouverture dans les meilleurs délais de tous les établissements scolaires », a laissé entendre le ministre. Il a par ailleurs menacé de mettre en vigueur les textes régissant la grève au Togo. Des prélèvements sur salaire restent en perspective. Florent Maganawé a réitéré la disponibilité du gouvernement à poursuivre les discussions avec les syndicats.

Isidore

Législatives / Trois mois après : L'UFC incapable de verser les indemnités à ses délégués des bureaux de vote

L'Union des forces de changement (Ufc) n'est visiblement pas au bout de ses peines. Après les soubresauts internes qui ont conduit à l'exclusion de Djimon Oré, Nicodème Habia, TimesséGbèya et Théophile Adjamba il y a seulement deux semaines, ce sont des délégués qui ont représenté le parti dans les bureaux de vote, surtout dans le centre de vote de Bé-Gare lors des élections législatives du 25 juillet dernier, qui s'approprient à se faire entendre dans les jours qui viennent.

Le parti de Glchrist Olympie n'est vraiment pas au mieux de sa forme. Il était prévu qu'à la fin de la journée du 25 juillet 2013, chacun des délégués reparte avec 5 000 FCFA. « Devant nous, les délégués de l'UNIR et de la Coalition Arc-en-ciel ont touché leur part. Nous, on n'a même pas eu un « pure water » de 25 F toute la journée. Et jusqu'alors, ils ne nous ont pas versé les 5 000 FCFA qu'ils nous ont promis. On a l'impression qu'ils nous ont oubliés une fois les élections terminées », a indiqué Ayi, un des délégués rencontré à Bé. Cette situation est la preuve que l'opposition, en tout cas si le parti jaune en fait encore



Les responsables de l'UFC

partie, ne prend pas soin ou ne motive pas ses représentants dans les bureaux de vote lors des toutes électorales. C'est ce qu'explique que ces derniers sont facilement corrompus et les procès-verbaux qui devraient servir de preuve de la victoire de l'opposition tronqués en faveur du parti au pouvoir. La suite, on la connaît tous, avec la contestation et son lot de violence sous toutes ses formes, avec des morts et des blessés.

Ces délégués UFC entendent rentrer dans leur droit par tous les moyens. « Nous n'allons pas nous

taire sur cette injustice. Nous avons rempli notre part du contrat. Il faut qu'ils respectent la leur. En tout cas, nous comptons nous faire entendre », a ajouté Ayi. Peut-on dire que franchement, l'Union des forces de changement est incapable de verser des indemnités à ces délégués ? Dans tous les cas, à en croire ce délégué, les jours à venir réservent des rebondissements surprenants, sauf si les responsables du parti prennent très tôt l'initiative d'éteindre le feu.

A suivre donc.

Isidore

Ajavon Zeus, un traître au sein de l'opposition

Comme en 1994, il entre en scène pour de basses manœuvres

On dit souvent que « **le chemin de l'enfer est parfois pavé de bonnes intentions** ». Cette sagesse signifie en substance qu'il arrive que l'on fasse du mal sans le vouloir, car comme le dit Aristote : « **Nul n'est méchant volontairement** ». On peut penser que c'est le cas de Me Ajavon Zeus, le Coordinateur du Collectif "Sauvons le Togo" (CST) qui, parce que déterminé à voir se réaliser l'alternance, se retrouve en train de contribuer à galvauder la marche de protestation, une arme efficace que dispose notre peuple pour s'opposer à toute dérive de ceux qui le gouvernent. En apparence, cet avocat et universitaire affiche une détermination sans faille face au régime cinquantenaire incarné par le Rassemblement du Peuple Togolais (RPT) devenu, par une action cosmétique, Union pour la République (UNIR). Une telle détermination peut laisser penser que Me Ajavon Zeus est le prototype d'opposant qu'il faut, le "messie" des Togolais. Dans ces circonstances, il est compréhensible que certaines personnes croient que ce n'est pas si simple que Me Ajavon Zeus adopte une attitude qui handicape de façon sérieuse la lutte des Togolais pour l'alternance. Il est évident que du moment où le Front Républicain pour l'Alternance pour le Changement (FRAC) et le CST ont transformé la marche de protestation en un simple sport hebdomadaire, elle cesse d'être une arme efficace aux mains du peuple contre le pouvoir en place. Il est opportun de rappeler que depuis 2010, le FRAC à la remorque de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) organise chaque week-end une marche de protestation. L'objectif poursuivi par le Front est, d'après ses responsables, de faire fuir Faure Gnassingbé afin de permettre à Jean-Pierre Fabre de recouvrer sa prétendue victoire à la dernière présidentielle. Après sa création, le CST, sous l'impulsion de Me Ajavon Zeus, s'est embarquée dans cette aventure qui, de l'avis de nombreux observateurs de la scène politique, relève de l'amateurisme.

Nous disons tantôt que : « **les chemins de l'enfer sont parfois pavés de bonnes intentions** ». Mais seulement si l'on essaie de faire un re-

tour dans le passé, il semble que l'on ne peut prêter aucune bonne intention à Me Ajavon Zeus. Au contraire, l'on peut de manière légitime penser que le Coordinateur du CST a pour mission secrète de faire en sorte que les populations togolaises n'expérimentent jamais l'alternance en mettant fin au long règne du RPT/UNIR. Mais avant de parler du passé de Me Ajavon Zeus, il faut faire remarquer, c'est un simple constat, que son attitude actuelle, consistant à apporter son soutien à Jean-Pierre Fabre et ses acolytes dans leurs gamineries de la plage, porte un coup fatal à la lutte du peuple pour l'alternance. Aussi, les récentes déclarations de Zeus au sujet de la présidentielle de 2015 ont-elles fini par convaincre plus d'un Togolais que ce "caméléon politique" (c'est Christian Trimoi qui l'a qualifié ainsi lors d'une émission sur la TVT) est en mission commandée pour faire en sorte que l'alternance ne survienne jamais, du moins de sitôt au Togo. Il y a plus de deux semaines, le Coordonnateur du CST a clairement apporté son soutien à Fabre dans sa volonté affichée d'imposer à tous les autres leaders sa vision sur le choix du candidat unique de l'opposition. En effet, depuis les dernières élections législatives, prétextant avoir eu le plus grand nombre d'élus au niveau des partis d'opposition, l'ANC soutient mordicus que c'est son président, Jean-Pierre Fabre, qui doit être le candidat unique de l'opposition et que tous les autres leaders doivent lui faire allégeance sans conditions. Or, il est évident que les seize députés que l'ANC a eus ont été élus sous la bannière du CST. Cette attitude condescendante de Fabre et des siens a suscité la colère des populations et surtout de la presse qui estime que c'est une très mauvaise manière d'aborder la candidature unique de l'opposition. C'est justement au moment où le peuple dénonce l'arrogance de l'ANC que Me Ajavon Zeus trouve utile de faire les déclarations suivantes : « **Les élections législatives ont déjà décidé qui doit être le candidat unique de l'opposition contre le candidat du pouvoir en 2015** ». C'est en substance ce qu'il a déclaré, il y a près de trois semaines à la plage. Du coup, Fabre et



Me Zeus Ajavon, Coordonnateur du CST

ses apprentis sorciers de politiciens populistes qui, sous l'indignation des populations, commencent par avoir des propos plus respectueux vis-à-vis des autres partis. Ils se croient désormais les seuls habilités à revendiquer la candidature unique de l'opposition.

Cette attitude de Me Ajavon Zeus est inadmissible et conforte plus d'une personne dans l'idée qu'il est en mission commandée pour repousser indéfiniment l'alternance dans notre pays. L'on peut d'autant plus croire cela quand on sait que Me Ajavon Zeus est enseignant de droit constitutionnel. A cet titre, il sait très bien que Fabre, parce que détenteur d'une double nationalité, au regard de notre constitution, n'est pas éligible à la présidence de la République togolaise. Est-il opportun de rappeler que la constitution togolaise stipule : « **que nul ne peut être candidat à l'élection présidentielle, s'il n'est exclusivement de nationalité togolaise** » ? Et cela, il faut tout de suite le dire, n'est pas du fait de la révision pirate de la Constitution de 1992 en 2002. En effet, la disposition constitutionnelle faisant obligation à tout Togolais voulant être candidat à la présidentielle de renoncer à sa nationalité étrangère date de 1961. A l'époque, c'est Sylvanus Olympio dont se réclame l'ANC qui était président de la République. Cela est valable pour les législatives. C'est donc de façon exceptionnelle que les détenteurs de la double nationalité avaient été autorisés se porter candidats aux législatives de 2007. C'est le résultat de l'Accord Politique Global

(APG). En fait sur les conditions d'éligibilité, les parties prenantes au dialogue avaient convenu : « **que les dispositions relatives aux délais de résidence et à l'exigence de présenter une copie légalisée de l'acte de renonciation à toute nationalité étrangère dont le candidat pourrait être titulaire soient supprimées** ». Cet arrangement a prévalu à la présidentielle de 2010 et aux dernières législatives. Mais la disposition constitutionnelle n'a pas été abrogée et la Cour constitutionnelle peut à tout moment l'appliquer. Dans ces circonstances, prendre le risque de présenter Jean-Pierre Fabre, le Franco-togolais, comme candidat unique de l'opposition, c'est accepter que celle-ci ne sera pas présente à la prochaine présidentielle. Personne ne peut dire avec certitude que la Cour constitutionnelle à l'avenir n'appliquera pas la disposition interdisant la double nationalité chez les candidats à la présidentielle ou pas. Par conséquent, pour être sûr que l'opposition peut participer à ce scrutin, c'est de présenter un candidat qui n'est pas concerné par le verrou de la double nationalité. Ajavon Zeus est mieux placé que quiconque pour le savoir et devrait se comporter en connaissance de cause. Toute autre attitude n'est rien d'autre qu'une tentative de sabotage de la lutte du peuple.

Par ailleurs, il est très curieux de voir que Me Ajavon se fonde sur une simple loi controversée pour soutenir que Jean-Pierre Fabre est le chef de file de l'opposition. Le même Ajavon Zeus n'a aucun égard pour

notre loi fondamentale quand cela ne l'arrange pas ou n'arrange pas son nouveau maître, Jean-Pierre Fabre. Il faut ici signaler que la loi portant statut de l'opposition a été critiquée par tous les partis sérieux à composer. Cette loi, nombre d'observateurs pensent qu'elle a été votée pour diviser plus l'opposition. Et de voir que c'est sur cette loi que le CST s'appuie aujourd'hui, on peut se demander s'il n'y a pas une connivence entre le régime en place et Me Ajavon Zeus. Il nous souvient encore qu'il y a un an ou plus, le premier responsable du CST s'était rendu clandestinement à la Présidence de la République rencontrer Faure Gnassingbé. Seul le bon Dieu Tout Puissant sait ce qu'ils se sont réellement dit. Le CST avait tenté en vain de nier cette information.

Mais si on jette un regard dans le passé, on se rend compte que Me Ajavon Zeus n'est pas à son premier acte de sabotage de la lutte. Comme on le dit souvent : « **Chasser le naturel, il revient au galop** ». Selon des indiscrétions, à l'issue des législatives de 1994, c'est Me Ajavon Zeus qui avait encouragé son ancien mentor, Edem Edouard Kodjo, à se faire nommer Premier ministre à la place de Me Agboyibo. Zeus avait convaincu Eyadema de profiter de l'absence de précision sur la disposition constitutionnelle concernant la nomination du Premier ministre pour nommer Kodjo à ce poste, bien que son parti, l'Union Togolaise pour la Démocratie (UTD), n'avait que sept sièges contre 36 pour le CAR. L'UTD dont Me Ajavon Zeus était l'un des vice-présidents, n'avait pas daigné rescocer l'accord qui la lie au CAR et qui disait que : « **la Primature devait revenir à celui d'entre eux qui aura obtenu le plus grand nombre de sièges** ». L'UTD s'était allée au RPT et avait renversé par ce fait la majorité parlementaire au profit du régime incarné à cette époque par feu Gnassingbé Eyadema. Comme on le voit, il y a une constance dans le comportement de Me Ajavon Zeus. Plus près de nous, en 2007, il a été à la tête d'une liste des candidats indépendants, la liste Kpatima, qui a ignoré sur l'électorat de l'opposition. Même le fait de présenter une liste CST aux dernières élections législatives est un acte d'une extrême gravité. Parce qu'au regard de notre Constitution, les associations ne peuvent pas présenter des candidats à une élection. Si le CST avait remporté ces élections, UNIR aurait probablement introduit une requête en annulation. Ajavon Zeus le sait, mais il l'a fait. On peut se demander pourquoi.

F.D

FLAMBEAU
des démocrates

HESDOMAIRE D'INFORMATIONS, D'INVESTIGATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITE

**Plus qu'un journal,
c'est l'idéal de vie**

Hommage : Ghislaine Dupont et Claude Verlon, plus que des héros

A la vitesse de l'éclair, la triste nouvelle du double assassinat des envoyés spéciaux de Radio France Internationale (RFI) à Kidal au Nord Mali en début d'après-midi du samedi 2 novembre dernier, a fait le tour du monde. Réalité ou énigme ? Puisque l'on n'en revenait pas. Et pourtant, c'était une triste réalité. Encore une fois, la presse internationale, dans son ensemble, vient d'être victime de la cruauté aveugle des esprits hostiles aux normes conventionnelles établies dans le monde. Et dans le cas d'espèce, ce sont des journalistes.

Informe le monde sur l'actualité malienne se trouverait être le seul crime commis par Ghislaine Dupont et Claude Verlon. Comme de braves soldats sur un champ de bataille, ces deux journalistes passionnés de l'Afrique ont été sauvagement arrachés à l'affection de leur famille, collègues sans oublier ces millions d'auditeurs anonymes éparpillés dans le monde entier auxquels ils n'ont cessé de rendre quotidiennement service. Même au prix de leur vie.

Mais alors, qui étaient Ghislaine Dupont et Claude Verlon ?

Ghislaine Dupont, « GIGI » comme l'appellent affectueusement ses collaborateurs, est une reporter, enquêtrice et fine analyste politique. Arrivée à RFI en 1986, elle s'est distinguée par sa rigueur et son amour pour un travail bien fait et professionnel. Elle fait de l'équité à la parole, son conducteur. Passionné d'Afrique, elle a couvert avec engagement et détermination plusieurs guerres tribales du continent noir. Du conflit djiboutien à la guerre entre l'Éthiopie et l'Érythrée, elle fait montre d'un professionnalisme sans pareil. Et c'est en République Démocratique du Congo que Ghislaine passa dix années de sa carrière. Là encore, sa rigueur éditoriale lui avait valu une expulsion de Kinshasa entre le premier et le second tour de la présidentielle de 2006. C'est fort de son expérience et son charisme qu'elle fut nommée en septembre dernier, conseillère éditoriale de la Rédaction Afrique. Poussée par son instinct d'équité, elle part en fin juillet 2013

au Nord Mali afin de donner la parole aux gens, bien qu'elle connaisse Kidal comme une destination dangereuse. Et c'est là que le drame lui arriva. GIGI fut enlevée puis assassinée par un commando à l'âge de 57 ans. Et au sein de la Rédaction de RFI, les témoignages ne tarissent pas. « Ghislaine, c'était une journaliste chevronnée, un chien renifleur qui ne se contentait jamais de l'info qu'elle avait. Elle voulait toujours creuser, creuser plus. Elle partageait cette passion avec nous parce qu'elle nous encourageait à aller toujours loin », témoigne Nicolas Champoux, journaliste à RFI.

À l'instar de Ghislaine, Claude Verlon est l'autre passionné de son métier qui aimait par-dessus tout le terrain. Réputé technicien de reportage et preneur de son, Claude officie à RFI depuis 1982, soit quatre ans avant Ghislaine. Pakistan, Afghanistan, Irak, Libye et bien d'autres zones de conflit, Claude avait traîné sa bosse là. Amoureux du football, plus précisément du calcio italien, Claude semait la joie dans son entourage, prêtant même parfois sa voix pour des traductions. Quoi d'exceptionnel pour un technicien réputé se caché derrière les machines. « Claude était un homme chevronné, passionné et habitué des terrains difficiles dans le monde entier », souligne la Direction de RFI dans un communiqué. Pour le même Nicolas Champoux avec qui il était à plusieurs fois en mission en Libye et en Éthiopie, « Claude n'était pas une tête brûlée. Ce qui l'intéressait, c'était le défi. Plus c'était compliqué techniquement, plus ça l'excitait. A quelques minutes d'un direct, on se disait que ça ne va pas être possible et Claude nous disait : Non, non ça va aller. Je vais réussir à couvrir la valise satellite à temps ». Et Laurent Chaffard, l'autre journaliste de RFI d'ajouter : « Claude vérifiait tout, faisant de multiples essais à la veille d'une émission ».

Comme vu, Ghislaine et Claude ont payé par leur sang, le prix de la liberté d'expression et de la démocratie dans le monde, surtout en Afrique. Et quand l'avancée devient dure, seuls les



Ghislaine Dupont et Claude Verlon

durs avancent, dit-on souvent. Loin de décourager la presse, ce double assassinat de nos confrères nous galvanise. Certes, chagrin, tristesse, émoi, incompréhension et rage est notre recette quotidienne

depuis samedi. Mais qu'à cela ne tienne, nous irons chercher de l'information où qu'elle soit pour le bonheur de nos auditeurs, lecteurs et téléspectateurs. Peu importe le prix à payer, c'est cela notre mission. Aujourd'hui et à jamais, les auteurs de cet acte barbare et lâche ne seront guère en paix pour paraphraser le Président malien IBK. Ils doivent être débustés afin de répondre à leur crime, ceci pour que force soit donnée à la loi. Deux voix se sont élevées mais plusieurs régèneront. C'est ça la force de la presse.

Ghislaine et Claude, vous méritez tous les hommages que vous rende le monde entier. Vous méritez cette marche si émue des confrères maliens associés aux premiers responsables de RFI, aux autorités maliennes et aux acteurs culturels. Vous méritez l'hommage du Président IBK et celui de tout le peuple malien. Vous méritez les hommages du parlement français ainsi que ceux de vos collègues. Ghislaine Dupont et Claude Verlon, bien que désormais loin de nos yeux, vous resterez néanmoins à jamais encrés dans nos cœurs. Continuez par nous inspirer pour l'éclosion d'une presse libre et indépendante en Afrique. Dormez en paix !

Magloire TEKO

Sécurité alimentaire

José Graziano da Silva : «Le Togo a beaucoup amélioré sa performance par rapport à 2012»

Le Togo a beaucoup amélioré sa performance par rapport à l'année dernière en matière de sécurité alimentaire, a affirmé ce mercredi à Lomé José Graziano da Silva, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) à l'issue d'une audience avec le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé.

Arrivé mardi après-midi dans le cadre d'une tournée ouest-africaine, José Graziano da Silva a été reçu au Palais présidentiel à Lomé par le président togolais, rencontre au cours de laquelle les deux hommes ont fait le tour des programmes initiés par le Togo dans le secteur agricole, ainsi que des efforts fournis par le gouvernement ces dernières années en matière de sécurité alimentaire.

Le haut responsable avait à ses côtés, le ministre togolais de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, le Colonel Ouro-Koura Agadazi et le représentant de la FAO au Togo Antonio Isaac Monteiro.

«Le Togo a beaucoup amélioré sa performance en matière de sécurité alimentaire. Les données en 2013 sont beaucoup mieux par rapport à celles de 2012, quand le pays a été décoré par la FAO», a déclaré à des journalistes José Graziano da Silva à la fin de son entretien avec Faure Gnassingbé. La FAO a décoré le 16 juin dernier (lors de la 38^{ème} session de l'Institution) au chef de l'Etat togolais, une distinction pour les « progrès exceptionnels réalisés par le Togo en matière de lutte contre la faim et la malnutrition ».

La distinction lui a été décernée par l'agence onusienne lors d'une cérémonie au cours de laquelle, le Togo a été « chaleureusement félicité pour avoir réussi à atteindre dans les délais fixés par la Communauté internationale, l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD N°1).



Faure Gnassingbé et José Graziano da Silva.

Se on la FAO, le Togo fait partie des pays qui ont enregistré des « résultats spectaculaires » en matière de lutte contre la faim et la malnutrition, car le nombre de personnes sous-alimentées a été réduit de moitié de 1990 à 2012, la prévalence de la sous-alimentation sur le territoire national passant de 32,8% à 16,5% pour la même période.

Pour le Directeur de la FAO, les stratégies doivent être maintenant mises en place par le gouvernement togolais pour que les petits producteurs puissent augmenter leur productivité. Il a énuméré quelques pistes notamment : l'amélioration des semences (qui sont fondamentales pour la productivité), la qualité de l'irrigation et la nécessité de changement de génération par rapport à la propriété foncière.

Il a réaffirmé la volonté de la FAO à assister le Togo pour la promotion de l'emploi des jeunes dans le monde rural. « J'étais d'accord avec le président de la République pour qu'il donne plus de priorité au programme «faim zéro» pour donner l'opportunité aux familles du monde rural d'avoir la capacité de promouvoir l'achat et la consommation des produits locaux », a souligné José Graziano da Silva, ajoutant que cette stratégie amènera les familles du monde rural à promouvoir la scolarisation des filles.

Notons que «Défi Faim Zéro» a été lancé par le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon à la Conférence de Rio+20.

«Le combat contre la faim doit être mené à la fois aux niveaux local et mondial. Il est désormais reconnu qu'il faut améliorer la gouvernance de la sécurité alimentaire et renforcer l'intégration et la coordination des mesures en exploitant les synergies», avait déjà déclaré José Graziano da Silva dans une Tribune publiée ce mercredi, intitulée : «La seule réponse possible à la faim».

Lomé est la dernière étape de sa tournée, après Cotonou. Il a bouclé sa visite mercredi soir, après une séance de travail avec des cadres de trois ministères : Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP), Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF) et le Ministère de l'Équipement Rural (MER).

Il a également échangé avec des acteurs du secteur privé et de la société civile dans le secteur agricole.

Rappelons que la FAO dont le siège est basé à Rome, est présente dans plus de 130 pays. Le programme de travail de la FAO est financé par les contributions obligatoires et volontaires. Les contributions obligatoires sont les quotas-pays des Etats membres fixés par la Conférence biennale de la FAO. Le budget ordinaire de la FAO pour l'exercice 2012-2013 s'élève à 1 milliard de dollars.

Source, savoirnews



COMMUNIQUE DE PRESSE

C'est avec une grande consternation et une immense affliction que JE a appris l'enlèvement suivi de l'assassinat de la consœur Ghislaine Dupont et de son technicien Claude Verlon le 02 novembre 2013 à Kidal au nord du Mali.

Cet acte crapuleux qui arrache si tragiquement, ces confrères chevronnés de Radio France Internationale (à notre affection) dont nous saluons le professionnalisme, est une preuve que la liberté d'exercice de la profession du journalisme n'est malheureusement pas pour demain et appelle de notre part, une vigilance à nulle autre pareille, en tout lieu et tout en temps.

En ces moments de vives douleurs, JE, tout en s'inclinant devant les dépouilles de nos deux confrères lâchement abattus, exprime toute sa compassion et ses sincères condoléances à RFI et aux familles éprouvées.

JE condamne avec la dernière rigueur, les assassinats des journalistes qui se font de plus en plus récurrents à travers le monde et toute forme de violence perpétrées sur ces derniers.

Fait à Lomé, le 03 novembre 2013

Le Coordinateur général adjoint
Loïc Lawson

FTF : A un an de l'échéance du bureau de Gabriel Améyi, y a-t-il encore un espoir ?

5 novembre 2010-5 novembre 2013, le mardi dernier jour pour jour, le bureau de la Fédération Togolaise de Football fête ses trois ans de prise de pouvoir. A un an de l'échéance de ce bureau, quel bilan pour le public sportif ? L'espoir est-il encore permis de voir la liste Fair-play aller au bout des logiques de refondation du Football Togolais ?

5 novembre 2010, Gabriel Améyi après avoir passé son temps dans les bureaux successifs de la Fédération, accède au poste de président. En trois ans de présidence, sous l'ère Améyi, le Togo réussit à remporter le tournoi de l'UFOA, et une qualification pour le second tour de la CAN 2013, la première dans l'histoire du Togo. Sur le plan national, e trois ans deux championnats de première division ont été joués pendant que la D2 n'a connu qu'une seule organisation hormis celle engagée par le bureau de Rock

que Gabriel Améyi a réussi à achever dans de bonnes Lances en octobre 2012. par le gouvernement et mis en œuvre par le ministère du développement à la Base, le FAIEJ met à la disposition des Jeunes entrepreneurs, des services non financiers et les services financiers en mettant l'accent sur l'agriculture, la transformation agro-alimentaire, la production céréalière et les secteurs de l'artisanat. Les prouesses à l'actif du bureau du magnat d'Womé n'ont pu malheureusement pas cacher les dérives d'une gestion très critiquée. Trois ans après l'union sacrée autour du riche président de club, c'est le désamour total entre les membres de ce bureau qui n'ont guère digéré la gestion solitaire du président. Ce bureau se trouve à ce jour en lambeau les deux vice-président mis à l'écart des affaires pendant que certains membres se tiennent au pas pour



Gabriel Améyi, Pdt FTF

boire le calice jusqu'à la lie. En trois ans de gestion, aucune compétition de jeunes organisée pas plus qu'aucune sélection de jeune engagée dans une compétition internationale. Le Football féminin mis hors jeu, le recrutement d'un Directeur Technique nationale repoussé aux calendes grecques, les championnats organisés sans l'application des textes. Le personnel de la FTF laissé à lui-même et poussé à chaque fois à des grèves pour avoir

satisfaction. Le summum de cette gestion qualifiée d'opaque a été le retrait de la signature au président de la FTF placée sous tutelle de KPMG. Les nombreux millions de francs injectés par l'instance suprême du Football détournée pour d'autres objectifs ont suscité le courroux de la FIFA qui a sorti le carton rouge.

Au regard de ce bilan critique, ya t-il encore un espoir de voir le bureau de la FTF réussir son pari de la refondation en une année ?

A chacun de faire son avis sur la question mais la réalité est tout autre puisque le défi de la refondation du football togolais est entaché de

démarches inopportunes. En une année, il sera très difficile à ce bureau de colmater les brèches. Le seul fait pour le président de ne disposer de signature est un désaveu cinglant. De ce fait, aucun espoir n'est permis de voir la FTF redorer son image. La seule alternative crédible sera pour le chef de file de rassembler les uns et les autres afin de sauver ce qui peut encore l'être. Pour l'instant, le Football togolais subit une descente aux enfers et si espoir il devrait avoir, c'est de voir ce bureau quitter définitivement la scène et passer le témoin. Sur ce point, les choses ne semblent pas aisées à moins que Gabriel Améyi ait décidé de sortir par la grande porte en décidant de ne pas briguer un second mandat. La censure par les élections, la petite porte par laquelle les acteurs pourraient le propulser à sortir, est une porte malheureusement trop exigu compte tenu de l'emprise que ce dernier a sur les grands électeurs.

A un an de l'échéance capitale, le sentier est encore semé d'embûches, le Football togolais a encore de beaux jours devant lui.

Del-Jo

Relance des activités dans les Districts de Lomé Djifa-Kpota vibre au rythme de la Coupe "Togbui Kpalikpatcho"

Après Baguida, c'est le tour du District N°3 de Djifa-Kpota de connaître une ambiance des grands jours le dimanche 3 novembre dernier avec le démarrage du tournoi baptisé "coupe Togbui Kpalikpatcho" du nom du président de la Ligue de Football de Lomé qui a décidé de

se mettre à disposition des 10 Districts de sa juridiction pour le financement de leurs activités.

En tout 14 clubs du District N°3 prennent part à ce tournoi financé en partie par Le président de la Ligue de Football de Lomé Togbui Azanleko Assou Kpalikpatcho III. Selon ce dernier, cette initiative s'explique par l'inactivité observée au niveau des équipes de District. « En prin-

çant l'organisation de leurs activités », a-t-il souligné. C'est ainsi, que la coupe Togbui Kpalikpatcho a été lancée après le traditionnel défilé des équipes participantes. Le match d'ouverture de cette compétition qui a mis aux prises Réveil FC à Etoile d'Or, a vu la victoire des étoilistes sur le score étié de 1 but à 0, but inscrit dans les dernières secondes de jeu par



Togbui Azanleko Assou Kpalikpatcho III donnant le coup d'envoi

cipe, la FTF devrait organiser le championnat de D3 pour permettre aux équipes de Ligue de compléter et favoriser la montée de certaines formations de District, mais comme ce n'est pas le cas, étant un passionné de foot, j'ai décidé de porter aide à ces équipes de District en finan-

Sagbo Assou.

Après le District N3, le président de la Ligue de Lomé met le cap sur le District N4 de Nyékonakpoé qui connaîtra son effervescence le 17 novembre prochain.

Del-Jo

Musique / Gospel Le chantre Boniface fait son chemin

L'artiste ivoirien de la chanson gospel, le chantre Boniface, de son vrai nom à l'état civil AkaEwo Boniface, vient de lancer son 6^{ème} album. Intitulé "Mon chemin", cet album de 13 titres réalisé par l'arrangeur ivoirien Koudoh Athanase est en partie consacré à l'œuvre de Dieu.

Pour remercier ses fans de Lomé, sa terre d'accueil, l'artiste a choisi le lancement de son 6^{ème} opus au cinéma Grand Rex de Lomé par l'intermédiaire de l'Agence de communication Maz Com. C'était le samedi 2 novembre dernier à travers un concert qui a vu la participation de plusieurs artistes du Gospel, à l'instar du pasteur Félix Sossa, de la chanteuse à la voix angélique Mira, du prince Ezékiel pour ne citer que ceux-là. Après plus de 10 ans de carrière, le chantre Boniface n'a pas perdu de sa verve et a su émerveiller la salle du grand Rex plein à craquer par le titre phare de cet album, "Bonheur ineffable" et la chanson composée en Ewé



Chantre Boniface

pour remercier le peuple togolais pour son hospitalité. Après les albums "A quand ma victoire", "j'ai vu un homme sur la croix" AkaEwo Boniface fait son chemin pour louer l'œuvre de Dieu. Il le confirmera à la fin du concert. « Ces chansons ont été composées dans des moments difficiles, c'est un cocktail de la vie d'un chrétien », a-t-il laissé entendre.

L'album "Mon chemin" déjà disponible dans les bacs fera l'objet d'une tournée sous-régionale de l'artiste.

Del-Jo

FLAMBEAU
des Démocrates

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC
Siège social : Bd du 13 Janvier,
Nyékonakpoé 06 BP. 60364 Lomé
Tél. (+228) 26 70 04 96
e-mail : Loiclate@gmail.com
Maison de la Presse Casier N°72

Directeur Général
chargé de la Publication
Loïc LAWSON
(90 34 63 25)
Rédaction

Del Jo. A. (90 20 36 51)
Edgar K. DJISSENOU
K. Isidore
Magloire TEKO
Hussein Moalimou

Stagiaires
KOMBATE LARE Yendoutampo
LAWSON Boévi Maxuena Joseph

PAO
Geodecom (22 36 32 30 : 99 54 84 55)

Imprimerie : St Laurent
Tirage : 3000 exemplaires

BIENVENUE DANS 'L'ILICO- ATTITUDE'!



Le concept est né grâce aux offres illimitées sur Illico. L'explication est simple: quand on s'habitue à téléphoner gratuitement, on n'a plus le même comportement. Voici les 10 commandements de l'illico-attitude.

1- NE BIPES JAMAIS TON INTERLOCUTEUR! APPELE-LE!

C'est honteux de biper quand on téléphone à 0F CFA. Alors que quand tu appelles au lieu de biper, tu fais parti de ceux qui ont du crédit en permanence. C'est l'élite!

2- NE PERMETS PAS A TON INTERLOCUTEUR DE RACCROCHER QUAND TU L'APPELLES.

C'est toi le Boss! C'est toi qui appelles et c'est toi qui dois raccrocher. Il croit raccrocher pour te faire faire des économies. Mais tu n'as pas besoin de sa pitié. Fais-lui comprendre que désormais cela ne te gêne plus de l'appeler plusieurs fois en quelques minutes.

3- NEREMETS JAMAIS A DEMAIN UN APPEL QUE TU PEUX FAIRE AUJOURD'HUI.

Commences à appeler aujourd'hui et demain tu continueras à appeler. Un appel sur illico, ça fait beaucoup de bien et ça ne coûte rien.



4- LES WEEK END, N'APPELLE PLUS TON ILICO 'ILLI-CO'. APPELLE LE 'ILLI-MITE'.

Bien sûr! Puisque Illico est devenu le symbole de ILLIMITE! Incites ta famille et tes amis à avoir leur propre illico, que dis-je, leur propre "Illi-mité".

5- ENTRE DEUX APPELS, POUR TE REPOSER, LANCE UN AUTRE APPEL.

Oui! Toute fatigue nécessite un repos. Alors quand tu es fatigué d'appeler repose-toi. Mais alors, pense aux appels gratuits que tu rates, tous ces appels à 0 F CFA qui s'envolent. Il y a toujours quelqu'un à appeler. Alors appelles, puisque tu ne dépenses rien!

6- LES VRAIS AMIS C'EST CEUX QUI ONT DES ILICO. LES AUTRES CHERCHENT A TE FAIRE DEPENSER INUTILEMENT.

Ah mon frère, ma sœur! Fais attention! L'ennemi n'est pas loin. Comment se fait-il que tu choisis d'appeler gratuitement sur le réseau illico et quelqu'un t'oblige à faire autrement parce qu'il est sur un autre réseau? Cette personne ne t'aime pas.

7- SI TU ES FATIGUE D'AVOIR APPELE TROP LONGTEMPS, LAISSE AUSSI TES VRAIS AMIS T'APPELER!

Ne sois pas gourmand! Laisse tes amis, c'est-à-dire ceux qui ont illico, avoir aussi le plaisir de t'appeler en illimité. Comme ça, se sera un bonheur partagé entre amis.

8- LE TEMPS C'EST DE L'ARGENT! MAIS SUR ILICO, LE TEMPS C'EST 0F CFA. VENDS DONC TA MONTRE ET ACHETE UN ILICO.

La vie change avec Illico. Les proverbes changent avec Illico. "Le temps c'est de l'argent" devient "Le temps, c'est 0F". Alors qu'est-ce que tu as à regarder ta montre tout le temps? En plus tu as l'heure sur ton illico non?

9- QUAND UN INTERLOCUTEUR T'APPELLE, LAISSE-LE FAIRE. MAIS QUAND TOI TU VEUX L'APPELER, DEMANDE LUI SON NUMERO ILICO.

Si quelqu'un choisit de dépenser énormément en t'appelant d'un autre réseau autre que celui de TOGO TELECOM, c'est son problème. Mais ne commets pas son erreur: s'il n'a pas de numéro Illico, ne l'appelles pas.

10- TOUS LES MEMBRES DE L'ILICO-ATTITUDE PRATIQUENT LE COUPE-RAPPEL.

Le Coupé-Rappelé est une tendance simple: Une personne lance un appel sur son illico vers un autre illico. Son interlocuteur regarde l'appel et, au lieu de décrocher, coupe l'appel et rappelle à son tour. L'autre qui l'avait appelé regarde son appel et sourit. Au lieu de décrocher, il coupe l'appel et rappelle encore. Celui qui a plus besoin de l'autre finira pas décrocher.

Tu veux entrer dans l'ILICO ATTITUDE? Apelles le 112 immédiatement !